Nouvelles locales du jeudi 09 décembre 2010

@rib News, 09/12/2010Ï SÃ©curitÃ©- Un responsable de la mosquÃ©e de Buyenzi a Ã©tÃ© assassinÃ© ce matin vers 5 heures alors quâ€™ils se rendait Ã la mosquÃ©e diriger la messe du matin. La population de Buyenzi dit que ce crime est liÃ© au manque des force de sÃ©curitÃ© en suffisance dans la commune et surtout des coupures dâ€™Ã©lectricitÃ© de chaque jour. Cheick Hamza Congera a Ã©tÃ© touchÃ© par trois balles dont une dans la tÃªte, comme lâ€™a soulignÃ© le tÃ©moin. (Rtnb/Bonesha/Isanganiro/Rpa)
- Selon lâ€™administrateur communal de Buyenzi Cheick Idi Radjabu Kabano, les mobiles de cet assassinat ne sont pas encore connus mais il attend les rÃ©sultats des enquÃªtes qui ont Ã©tÃ© ouvertes par la police de la mairie de Bujumbura. (Rtnb)- Selon le porte parole du parti UPD-Zigamibanga Chovineau Mugwengezo, il sâ€™agit dâ€™un assassinat prÃ©mÃ©ditÃ visant lâ€™Ã©limination des membres des partis dâ€™opposition, surtout ceux de lâ€™UPD-Zigamibanga. (Bonesha)- Le porte de la communautÃ© islamique du Burundi rejette en bloc ces accusations des partis dâ€™opposition. Cependant il ne donne pas beaucoup de dÃ©tails et dit que seule la justice va dÃ©terminer qui sont les vÃ©ritables assassins. (Bonesha)Droit de lâ€™Homme- Le vice-prÃ©sident du ComitÃ© de Protection des Journalistes demande la libÃ©ration du directeur du journal en ligne Net Presse Jean Claude Kavumbagu dÃ©tenu depuis le mois de juillet de cette annÃ©e. Selon Robert Mahoney, il est inadmissible que Kavumbagu reste en prison un jour de plus alors quâ€™il est accusÃ© injustement selon la loi burundaise. (Rpa/Rtnb/Isanganiro/Bonesha)- Le vice-prÃ©sident du CPJ Robert Mahoney trouve aussi non fondÃ©e lâ€™idÃ©e de Kajandi fermer les radios privÃ©es du Burundi. Selon lui, il faut que les journalistes privÃ©s travaillent et aient des facilitÃ©s de travailler comme les autres au lieu de les empÃªcher Ã travailler car ils ont aussi leur contribution dans le pays. (Rpa)- La sociÃ©tÃ© civile burundaise regrette que la justice traine les pieds pour mettre Ã jour la vÃ©ritÃ© sur lâ€™assassinat de Manir ancien vice-prÃ©sident de lâ€™OLUCOME. Selon le prÃ©sident de lâ€™APRODH Pierre Claver Mbonimpa presque tous les tÃ ont Ã©tÃ© Ã©liminÃ©s un a un pour que les enquÃªtes soient rendus impossibles. Il ajoute que mÃªme ceux qui ne sont pas Ã©liminÃ©s sont filÃ©s et localisÃ©s partout par des inconnus armÃ©s de fusils. (Rpa/Bonesha)Ï SantÃ©- Une femme de la zor Kiyenzi Ã Kanyosha a accouchÃ© de deux cailloux ce matin dans un dispensaire appartenant aux sÅ“urs de la congrÃ©gation Bene Mukama Ã Bujumbura. Selon la titulaire de ce centre de santÃ©, des cas pareils arrivent souvent et sont liÃ©s aux croyances et aux sorcelleries. SÅ“ur Florida Nizigiyomana souligne que des tels cas sont faciles Ã lutter surtout quand on se confie Ã la priÃ¨re de chaque jour. (Rpa)Ï Mal Gouvernance- La sociÃ©tÃ© civile burundaise dÃ©plore que de hauts cadres du gouvernement soient souvent citÃ©s dans des actes de corruption Ã grande Ã©chelle sans pour autant Ãªtre inquiÃ©tÃ©s. Dans une confÃ©rence animÃ©e par 11 organisations de la sociÃ©tÃ© civile burundaises, il a Ã©tÃ© rappelÃ© que la corruptio fait entendre alors que le prÃ©sident de la RÃ©publique avait pourtant dÃ©clarÃ© que dÃ©sormais la corruption allait finir une f pour toute. (Rpa)- Des dossiers de corruption Ã grande Ã©chelles sont Ã la Une ces derniers jours au Burundi, selon un responsable de la sociÃ©tÃ© civile au Burundi. Des dossiers les plus rÃ©cents rapportent que le ministÃ¨re de la DÃ©fense et des Anciens combattants vient de perdre plus de 4 milliard de franc burundais, soit 4 million de dollars suite Ã une affaire de surfacturation dans le payement des Ã©quipements militaires que le gouvernement burundais venait de sâ€™acquÃ©rir auprÃ¨s dâ€™une compagnie de lâ€™Ukraine. (Bonesha)- Un autre dossier de corruption Ã grande Ã©chelle câ€™est la fait q justice burundaise venait dâ€™acquitter certaines personnes accusÃ©es de dÃ©tournements et de malversations Ã©conomiqu Selon les responsables de la sociÃ©tÃ© civile burundaise, ces personnes accusÃ©es par la justice burundaise, aprÃ¨s condamnation par la Cour anticorruption arrivent mÃªme Ã retrouver de la confiance du prÃ©sident de la RÃ©publique pour dÃ©crocher des nominations aux postes de responsabilitÃ©. (Bonesha)